Publié le 02/06/2015 à 16:02

RHÔNE. A Lyon, 160 migrants ballotés d'un endroit à l'autre

Environ 160 migrants des pays de l'Est, expulsés mi-avril d'un bâtiment de l'armée à Lyon, ont été relogés une nouvelle fois temporairement par une association, qui a appelé l'État ce mardi à leur trouver une solution pérenne.

Lors de leur expulsion d'un squat boulevard Yves-Farge à Lyon, le 14 avril dernier / Photo Joël Philippon

Mi-avril, 164 demandeurs d'asile ou migrants ayant fui l'Albanie, la Serbie, le Kosovo et le Monténégro, dont une quinzaine de Roms de Roumanie, avaient été expulsés d'un bâtiment de l'armée, qu'ils squattaient depuis 2013, boulevard Yves-Farges dans le VIIe arrondissement de Lyon.

Ils avaient été pris en charge durant quelques nuits au gymnase catholique de l'école des Maristes dans le centre-ville, grâce à la mobilisation du père Bruno-Marie Duffé, vicaire épiscopal en charge de la thématique «Famille et société» au diocèse de Lyon. L'évêché avait ensuite loué un local industriel de 350 m2 à Décines, via un bail précaire de 45 jours.

«Au début, avec le voisinage c'était tendu, mais on a réussi avec la municipalité à apaiser les choses et il n'y a eu aucun incident. Sur le fond, on demande à l'État de prendre ses responsabilités et de ne pas considérer les associations ou l'Église comme des sous-traitants», a déploré ce mardi le père Duffé, de la «Coordination Urgence Migrants».

Selon José Rigo, l'un des animateurs de la Coordination, ces demandeurs d'asile ont quitté lundi le local de Décines et ont été relogés «pour 15 jours» dans des institutions religieuses et des campings autour de Lyon. Quelque 60% d'entre eux sont visés par une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

«Nous lançons un appel pour rencontrer le préfet. Nous sommes à bout de ce que nous pouvons faire, il faut que tous les acteurs sociaux se mettent autour d'une même table», a ajouté José Rigo. Il a rappelé, avec d'autres membres de la Coordination, que ces réfugiés, «ne migrent pas par plaisir, ils avaient une maison, un métier», rappelant que ces personnes (160 personnes dont 42 enfants) sont en très grande souffrance physique et psychique».

La Coordination (composée de militants d'associations telles que ATD, RESF, CLASSES, LDH, Jamais sans toit, etc.) a appelé à un rassemblement jeudi à 18h30 devant la préfecture du Rhône pour demander un rendez-vous avec le préfet.

A Paris, plusieurs centaines de migrants installés dans des conditions sanitaires très dégradées ont été évacués mardi. A Calais, où des rixes entre Soudanais et Erythréens ont fait 21 blessés dans la nuit de dimanche, deux camps comptant environ 140 migrants étaient également en cours d'évacuation.

Publié le 02/06/2015 à 16:02 - Reproduction interdite